

**BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT**

**FOND AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT**



**TOGO**

**REUNION DE CONSULTATION POUR LA STRATEGIE LONG-TERME**

**3 Avril 2012**

## Synthèse des discussions

Lomé - le 3 Avril 2012

Cette synthèse reprend les points principaux discutés au cours de la consultation nationale du Togo à Lomé sur la stratégie long-terme de la Banque et ne constitue pas un compte-rendu de ladite réunion. Les commentaires ont été synthétisés suivant 5 thèmes principaux : (i) contexte et facteurs de changement, (ii) vision de l'Afrique, (iii) Priorités opérationnelles / rôle de la Banque, (iv) financement, (v) réformes institutionnelles.

### I. Contexte et facteurs de changement

#### Contexte

Les participants ont identifié les facteurs suivants comme principaux défis pour l'Afrique :

- Faible productivité du secteur agricole ;
- Faible industrialisation ;
- Mauvaise gouvernance ;
- Faible développement humain et faible développement à la base ;
- Pauvreté généralisée ;
- Fragmentation du continent ;
- Taux de chômage élevé ;
- Faible compétitivité des économies africaines ;
- Forte dépendance des économies africaines vis-à-vis de l'extérieur dans plusieurs domaines notamment politique, financier, technologie voire même intellectuel ;
- Taux d'intérêt élevé ne permettant pas le financement des petites entreprises ;
- L'Afrique est un continent riche en ressources naturelles mais qui ne génèrent pas de profits afin d'amorcer un véritable développement ;
- L'insécurité alimentaire demeure une réalité ;
- Pas de stabilité sociopolitique ;
- Pas d'action concrète en faveur du " plan d'action de LAGOS " ; et

- Une croissance non inclusive.

#### Facteurs de changement

- **L'éveil des populations** : L'expression des citoyens poussera les institutions et les organes à s'améliorer en Afrique
- **La stabilité politique - la maîtrise des risques** : L'Afrique ne pourra pas avancer sans une certaine stabilité politique. L'une des causes premières des risques actuels est la manière de gouverner. La stabilité politique créera des conditions plus sûres pour l'investissement et la création de richesse.
- **L'intégration de l'Afrique** : C'est en se dessaisissant d'une partie de sa souveraineté pour assurer l'intégration régionale que les pays africains pourront avancer. Ainsi il y a des conditions préalables à accepter pour que l'intégration soit une réalité.
- **La productivité dans le secteur agricole**: L'augmentation de la productivité dans le secteur agricole permettra à l'excédent de main-d'œuvre de quitter le secteur agricole et trouver du travail dans les secteurs secondaire et tertiaire.

## II. Vision de l'Afrique

- Une Afrique engagée sur une trajectoire de croissance inclusive.

## III. Priorités opérationnelles / rôle de la Banque

- **Augmentation de la productivité agricole** : L'agriculture Africaine occupe la plus grande partie de la population parce qu'elle n'est pas suffisamment productive. L'augmentation de la productivité agricole va libérer les forces vives des pays africains pour d'autres secteurs tout en permettant l'accès aux marchés des produits agricoles.
- **Amélioration des ressources humaines** : La situation démographique de l'Afrique est en même temps une contrainte et un atout. Si l'Afrique investit en priorité dans le capital humain, elle pourra se servir de sa jeunesse pour accroître son potentiel de croissance.
- **Politisation de l'administration publique** : La politisation de l'administration publique n'est pas propice à fournir des services de bonne qualité à la population. L'administration publique Africaine a besoin d'intégrer une culture positive de la démocratie.

- **Amélioration du climat des affaires** : Les conditions dans lesquelles évolue le secteur privé n'est pas favorable à la création de richesse et ne permet pas à l'Afrique d'avoir une place favorable sur l'échiquier du commerce international. En plus de l'amélioration du climat des affaires, l'Afrique doit développer ses propres instruments et critères pour mesurer les progrès réalisés en ce qui concerne la conduite des affaires. L'Afrique ne devrait pas se servir uniquement des modèles fournis par la Banque mondiale.
- **Défis d'industrialisation** : Le Togo a le phosphate mais importe l'engrais. Les pays africains devraient s'industrialiser pour l'utilisation rationnelle de leurs ressources.

#### IV. Financement

- Etant donné que les fonds FAD sont utilisés pour financer les projets à des taux concessionnels des Pays les Moins Avancés (PMA) et que le taux d'intérêt que la BAD applique aux pays pour le financement de leur projet est plus élevé, il serait mieux que le FAD alloue une partie de ses fonds à la bonification des prêts de la BAD. Ceci permettrait ainsi aux PMA d'avoir accès au guichet de la BAD. Ainsi, les participants ont proposé que 60 % des ressources du FAD soient allouées à la bonification des prêts de la BAD et que 40% des fonds soient réservés au niveau du FAD pour le financement des projets d'ordre social.
- Au terme des débats, il a été conclu que les ressources accrues de la Banque soient allouées aux projets régionaux et multinationaux et moins aux projets d'ordre national. Les projets d'ordre multinational ont plus d'impact sur le développement des économies nationales. A titre d'exemple de projet multinational il a été cité les projets d'infrastructure routière.
- En vue d'un partenariat plus fructueux avec le secteur privé, les participants ont proposé trois solutions :
  - La Banque pourra ouvrir des lignes de crédit aux institutions financières des pays qui collaborent habituellement avec les entreprises du secteur privé. A titre d'exemple de ces institutions financières, il a été cité les institutions de micro finances et les banques commerciales.
  - La BAD peut aussi créer une structure spécialisée qui s'occupera du secteur privé notamment des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et des Petites et Moyennes Industries (PMI) afin de minimiser les risques.

- La création d'un partenariat banque-secteur privé peut être aussi envisagée.

## **V. Réformes institutionnelles**

- La Banque doit renforcer sa coopération avec les autres Banques régionales de développement en Afrique
- La Banque doit créer une structure spécialisée qui serait chargée du partenariat de la Banque avec le secteur privé
- La Banque doit financer les Etats fragiles avec les fonds BAD en les bonifiant avec les fonds FAD pour que les prêts BAD deviennent concessionnels. Les 60% du total des fonds FAD serviraient à bonifier les fonds BAD qui seraient orientés vers le développement des infrastructures. Les fonds FAD devraient être mis à la disposition des fonds BAD. Les fonds FAD auront ainsi un effet catalyseur sur les fonds BAD, ce qui augmenterait le taux d'absorption et de décaissement. Avec la crise financière, les pays africains devraient s'orienter vers la logique de prêts et abandonner progressivement la logique de dons qui seront réservés pour des cas de forces majeures. Ainsi, seulement 40% des fonds seraient destinés à financer les secteurs sociaux.
- La Banque doit favoriser l'émergence d'une conscience générale qui considère que le comportement de l'homme est le facteur le plus important pour faire intervenir tout changement. La Banque et le Togo ont l'obligation de travailler pour que cette conscience générale puisse être établie à travers la diffusion du savoir.